

Au sommaire

- 5 ACTES COURANTS - IMMOBILIER**
Adjudication. Précisions sur les conditions de résolution de la vente par adjudication
Urbanisme / Construction. Conséquences des retards et désordres dans le cadre d'un CCM
- 8 ENTREPRISE**
Ouverture et extension des procédures collectives. Exercice de son droit de poursuite par le créancier auquel la déclaration d'insaisissabilité est inopposable
Liquidation judiciaire. Cession du bien appartenant au bailleur en liquidation et conformité à la loi de 1989 du congé pour vendre
- 10 FAMILLE - PATRIMOINE**
Successions / Libéralités. Clause bénéficiaire du contrat d'assurance-vie : le terme héritier peut s'entendre d'un légataire à titre universel
Successions / Libéralités. Le délai de l'action en délivrance du legs n'est pas suspendu par l'action en nullité des testaments
- 12 FISCAL**
Impôt sur le revenu. Convention franco-belge : appréciation des critères à retenir pour la détermination de la résidence fiscale
Impôt sur le revenu. Déficit foncier : déductibilité en cas de divisions du monument historique avant et après le 1^{er} janvier 2009
- 15 PROFESSION**
Notaires. Examen professionnel : nomination du jury pour la spécialisation « conseil en organisation et gestion de patrimoine »

À LA Une

Adoption en Angleterre et demande de reconnaissance de paternité en France

Un enfant ayant fait l'objet d'une adoption anglaise peut-il intenter une action en recherche de paternité en France ?

Le droit local et les droits fondamentaux aboutissent à des solutions divergentes.

Dès lors, quelles règles appliquer ?

Par un arrêt publié le 14 octobre 2020, la Cour de cassation applique le principe de proportionnalité dont elle déduit, en l'espèce, le refus de cette action à l'enfant. > **LIRE P. 1**